

# "MEIN-HARZ"

Revue de formation théorique  
de l'Union Démocratique Bretonne

Numéro 2 - Novembre 1976

- SOCIALISME ET NATIONALISME
- EXISTE-T-IL UN PEUPLE BRETON ?
- LES NOUVELLES LUTTES SOCIALES EN  
BRETAGNE
- CULTURE, COLONIALISME, ET LUTTE DE  
LIBÉRATION NATIONALE

ation - nation - Etat - nationalité - peuple - nationalisme - libéra-  
tion nationale - libération sociale - lutte de classe - ethnie - cul-  
ture - lutte culturelle - lutte sociale - vocation nationale - Nation  
ation - Etat - nationalité - peuple - nationalisme - libération na-  
tionale - libération sociale - lutte de classe - ethnie - culture -  
lutte culturelle - lutte sociale - vocation nationale - Nation - nati-  
tat - nationalité - peuple - nationalisme - libération nationale -  
libération sociale - lutte de classe - ethnie - culture - lutte cultu-  
elle - vocation nationale - Nation - nation - Etat - nationalité -  
peuple - nationalisme - libération nationale - libération sociale -  
lutte de classe - ethnie - culture - lutte culturelle - vocation nati-  
onale - Nation - nation - Etat - nationalité - peuple - nationalisme -  
libération nationale - libération sociale - lutte de classe - ethnie  
culture - lutte culturelle - vocation nationale - Nation - nation -  
tat - nationalité - peuple - nationalisme - libération nationale -  
libération sociale - lutte de classe - ethnie - culture - lutte cultu-  
elle - vocation nationale - Nation - nation - Etat - nationalité -  
peuple - nationalisme - libération nationale - libération sociale -  
lutte de classe - ethnie - culture - lutte culturelle - vocation nati-

# "MEIN-HARZ"

Revue de formation théorique  
de l'Union Démocratique Bretonne

Numéro 2 - Novembre 1976

## INTRODUCTION

Ce numéro 2 de la revue Mein-Harz n'a pas réellement de titre. Il a pourtant un sujet. Le premier numéro portait sur l'industrialisation (1). On peut considérer qu'il a apporté des réponses solides à un certain nombre de problèmes, en tous cas qu'il a réfuté plusieurs fausses propositions d'industrialisation pour la Bretagne. Les militants de l'U.D.B. y trouveront une solide argumentation contre tous ceux qui prétendent pouvoir industrialiser la Bretagne dans le cadre actuel. Même si elle n'est pas complètement réglée, la question ne saurait rebondir véritablement que si des faits tout nouveaux intervenaient. Pour le sujet de ce numéro 2, c'est bien différent. Les articles demandés devaient tourner autour du sujet suivant : « L'articulation entre lutte de classe et lutte de libération nationale ». Mais, mettre ceci en titre aurait pu faire croire que nous allions mettre en lumière de façon décisive cette articulation. Notre ambition n'est pas si grande. L'histoire du mouvement socialiste montre une série d'achoppements sur cette question et ce n'est pas un numéro de revue qui va classer le problème. Une parution récente, intitulée « Les marxistes et la question nationale », met en évidence des divergences importantes chez les grands penseurs marxistes avant 1914 (2). Ceci étant, il n'est pas interdit que l'U.D.B. apporte sa contribution, et même il est de son devoir de le faire en raisonnant sur le cas de son champ d'action, la Bretagne et le peuple breton.

Nous nous contenterons ici de lancer le débat : les articles ne constituent pas des prises de position du parti mais des points de vue individuels, venant de militants (qui sont bien sûr en accord avec les principes affirmés dans notre charte). Ceci n'empêche pas de tendre à une certaine précision le cas échéant.

Aujourd'hui la question ne se pose pas comme en 1914 et on aimerait un ouvrage comme celui qui vient d'être cité portant sur la période suivante, incluant aussi les grandes luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes. Évidemment le problème a été fort mal posé par le mouvement breton et par la gauche française puisque les uns posent en préalable l'existence intemporelle de la « Nation bretonne » et les autres une existence tout aussi intemporelle de la « Nation française ». | Pourtant, ici et là, on parle de « minorités nationales » en France, sujet qui soulève un intérêt certain chez des militants et même des organisations de gauche. Le numéro d'août-septembre 1973 des « Temps Modernes » avait pour sujet « Minorités nationales en France » (3). Plusieurs militants de l'U.D.B. y ont relevé en particulier l'article d'Emmanuel Terray (« L'idée de nation et les transformations du capitalisme ») et il y sera fait allusion dans ce numéro de Mein-Harz.

L'U.D.B. ne commence pas aujourd'hui sa réflexion sur ce sujet. En posant dès le départ de son action le problème dans les termes « Bretagne = colonie » et en se basant sur une analyse de lutte des classes notre parti se place d'emblée au cœur du débat et

(1) Mein-Harz numéro 1 : « L'industrialisation » U.D.B. B.P. 304 29273 BREST CÉDEX.

(2) Georges Haupt, Michaël Lowy, Claudie Weill : Les marxistes et la question nationale - 1848 - 1914 - François Maspéro.

même, au moins en partie, à son origine, pour ce qui concerne le cadre français.

Ce numéro de Mein-Harz va essayer, selon la signification même du nom de la parution, de poser des jalons qui permettront de pénétrer plus profondément le problème. Il comprendra d'une part une présentation générale de la question, d'autre part des réflexions à partir du cas breton. La présentation générale comporte deux volets : l'évolu-

tion historique de la question, en tenant compte essentiellement des opinions des théoriciens importants du socialisme, puis des apports plus récents de diverses origines. Les éléments de réflexion sur la Bretagne pourront paraître incomplets, ils ne demandent qu'à être complétés. Ce numéro 2 de Mein-Harz ouvre un débat, à vous de faire en sorte qu'il se poursuive.

L. LE PAGE

(3) Les Temps Modernes - août-septembre 1973 - n° 324-325-326.

## SOMMAIRE

## I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

- . Page 4 Les marxistes et la question nationale : la contribution d'un ouvrage par L. LE PAGE.
- . Page 11 Le concept d'ethnie à travers une recherche scientifique récente.
- . Page 14 Quelques extraits de la Charte nationale du peuple algérien.

## II. ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION SUR LE CAS BRETON

- . Page 16 Existe-t-il un peuple breton ? par J.-J. MONNIER.
- . Page 22 Les nouvelles luttes bretonnes par Marc ROGER.
- . Page 25 Culture, colonialisme et lutte de libération nationale par René ABALÉA.

Chaque mois,

## AR STROLLAD

vous donne dans le détail et quelques jours seulement après la réunion du Bureau Politique et du Comité Exécutif toutes les décisions prises par les instances du Parti et les informations importantes concernant la vie du Parti.

**Abonnez-vous ! Cela ne coûte que 40 F par an**

# Les marxistes et la question nationale : la contribution d'un ouvrage

L'ouvrage déjà cité, qui a pour titre « Les marxistes et la question nationale », rassemble une documentation importante et intéressante sur la manière de poser théoriquement le problème, à travers l'évolution de la pensée socialiste. Il ne serait pas sérieux de prétendre résumer un tel livre; cependant, il nous aide à retrouver des citations marquantes, et à fixer les étapes d'une évolution importante, tout au moins en ce qui concerne la période d'avant 1914.

Il n'est pas inutile, au point de départ, de rappeler les prises de position de Marx et d'Engels, ne serait-ce que pour mesurer le chemin parcouru ensuite.

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Du fait que le prolétariat doit commencer par conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il reste lui-même national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. »

(Manifeste du Parti communiste, 1848)

« Des peuples qui n'ont jamais eu d'histoire qui leur fût propre, qui, ayant à peine atteint le niveau de civilisation le plus bas et le plus primitif, tombent aussitôt sous la dépendance étrangère, ou bien accèdent au premier stade de la civilisation sous la contrainte d'un joug étranger, ne sont pas capables de vivre et ne pourront jamais parvenir à une quelconque autonomie. »

(Engels en 1849)

« Il n'est pas de pays en Europe qui ne réunisse des nationalités différentes sous le même gouvernement. Les gaéliques de Highlands et les Gallois appartiennent indubitablement à des nationalités différentes de la nationalité anglaise, et pourtant personne ne donnera à ces résidus de peuples depuis longtemps disparus le titre de nations, pas plus qu'on ne l'accorde aux habitants celtiques de la Bretagne en France. »

(Engels en 1866)

Il est clair, dans de nombreux écrits, que le raisonnement pêche par un manque de définition des concepts (nation, nationalité...). D'autre part, il apparaît aussi que, comme le dit G. Haupt, Marx et Engels sont agacés par les petites nations marginales qui ne cadrent pas avec leur modèle de développement ou qu'il est difficile d'y intégrer. Cette attitude va jusqu'au mépris, ainsi de la part de Engels qui considère qu'il est heureux pour les Lapons d'être sous domination suédoise et norvégienne : « en vérité, quelle oppression effrayante, que de contraindre ces pauvres Lapons à apprendre la langue norvégienne ou la langue suédoise civilisées, plutôt que de se confiner à leur propre idiome barbare à demi-esquimaux ! »

En fait, leur réflexion dépend étroitement des cas sur lesquels elle porte; on observe en effet un autre langage, sous la plume de K. Marx, à propos de l'Irlande :

« Je suis de plus en plus arrivé à la conviction — et il ne s'agit que de l'inculquer à la classe ouvrière anglaise — qu'elle ne pourra rien faire de décisif, ici en Angleterre, tant qu'elle ne rompra de façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes; tant qu'elle ne fera, non seulement cause commune avec les Irlandais, mais encore ne prendra l'initiative de la dissolution de l'union forcée de 1801 et de son remplacement par un confédération égale et libre. » (Correspondance, 1869)

« La question agraire a été jusqu'ici en Irlande la forme exclusive de la question sociale, parce que c'est une question d'existence, une question de vie ou de mort pour l'immense majorité du peuple irlandais et qu'en même temps elle est inséparable de la question nationale (...). Quant à la bourgeoisie anglaise, elle a d'abord le même intérêt que l'aristocratie à transformer l'Irlande en un simple pâturage qui envoie au marché anglais de la viande et de la laine aux prix les plus bas possibles. Elle est pareillement intéressée à

réduire la population irlandaise par éviction des fermiers et l'émigration forcée, à un nombre assez insignifiant pour permettre au capital anglais (capital de fermage) de fonctionner en toute « sécurité » dans ce pays. (...) Mais la bourgeoisie anglaise a des intérêts beaucoup plus importants encore dans l'économie actuelle de l'Irlande. Grâce à la concentration des fermes, l'Irlande livre constamment un surplus (de main-d'œuvre) au marché du travail anglais et pèse ainsi sur les salaires et sur la situation matérielle et morale de la classe ouvrière anglaise. (...) C'est pourquoi l'Internationale doit toujours mettre au premier plan le conflit entre l'Angleterre et l'Irlande en prenant ouvertement parti pour cette dernière. La tâche spéciale du Conseil Central à Londres est d'éveiller dans la classe ouvrière anglaise la conscience que l'émancipation nationale n'est pas pour elle une question abstraite de justice de d'humanitarisme, mais la première condition de sa propre émancipation sociale. » (Correspondance, 1870)

Engels dit, dans une lettre à Kautsky en 1882 : « Je suis d'avis que deux nations en Europe ont non seulement le droit mais le devoir d'être nationales avant d'être internationales : les Irlandais et les Polonais. »

L'évolution de la pensée marxiste sur ce problème va être, par la suite, considérable, et elle se fait essentiellement dans deux directions. D'une part il y a un approfondissement de la terminologie et une rigueur plus grande dans son utilisation. D'autre part l'« internationalisme utopique » ou « cosmopolitisme utopique » caractéristique du socialisme du XIX<sup>ème</sup> siècle, résiste de plus en plus mal à des théories plus élaborées, plus complexes et qui tiennent plus compte des réalités. Mais une bonne partie du courant marxiste continue de considérer le problème national comme subalterne : c'est uniquement un problème linguistico-culturel qui sera résolu automatiquement avec la victoire du prolétariat. De plus « la question nationale reste un problème intérieur à résoudre par chaque parti concerné et demeure extérieure aux préoccupations du socialisme international ». Il faut bien considérer que l'évolution du capitalisme vers l'impérialisme n'est pas perçue par les marxistes au moment où elle se fait, malgré toutes les conséquences sociales et internationales qu'elle implique. Tout ceci se place d'ailleurs dans un contexte où le nationalisme est sans conteste l'idéologie de la droite la plus réactionnaire. Pour clarifier cette évolution, on peut distinguer trois périodes.

## I - LA PREMIÈRE PÉRIODE : 1880 - 1905

KARL KAUTSKY en 1887 :

« Tout comme la réforme classique du mode de production moderne est la grande industrie capitaliste, avec laquelle de nombreux restes des formes de production antérieures continuent à exister il n'y a aujourd'hui aucun État national pur, aucun État qui embrasserait la nation entière, ou qui ne comprendrait, en outre, totalement ou par fragments, d'autres nations. »

« En Autriche comme en Russie, les hommes d'État ont essayé et continuent à essayer de contre-carrer la décomposition menaçante en créant une nationalité unique autrichienne ou russe. L'école, la bureaucratie, l'armée servaient et servent encore en Russie, ce dessein. Mais l'efficacité en est restreinte si l'uniformisation dans ces domaines ne s'accompagne de la fusion en un organisme économique unitaire, avec un point central qui en domine la vie tout entière. »

« L'Irlande prouve clairement que la solution de la « question linguistique » ne saurait supprimer un antagonisme national, lorsque persiste l'antagonisme économique qui l'a créé. »

« A mesure que s'étend le mode de production moderne, l'État national doit s'agrandir, s'il compte satisfaire ses exigences. De plus en plus, pour rester concurrentielle, chaque entreprise de la grande industrie doit accroître son importance et sa puissance, le nombre de produits qu'elle parvient à écouler doit augmenter sans cesse, chaque entreprise doit se consacrer toujours davantage à une spécialité déterminée; la productivité du travail et la division du travail dans la société s'accroissent, mais en même temps croît le besoin d'une extension du marché intérieur et celui d'appartenir à une nation plus grande et puissante, capable d'imposer des conditions commerciales favorables sur le marché mondial. Simultanément, les couches moyennes de la société sont rejetées de plus en plus vers le prolétariat, le prolétariat intellectuel croît rapidement et exige de manière urgente la création de nouveaux postes, l'extension de l'État — que ce soit par une politique coloniale ou par la délivrance d'une parcelle non encore libérée de « terre nationale », qu'un quelconque voisin appelle sienne — et l'exclusion de tous les éléments « non nationaux » du service de la nation. »

(Les citations ci-dessus montrent que, une fois de plus, le problème est posé en fonction de la situation en Europe centrale et orientale; mais dans le même temps les socialistes irlandais le posent aussi, et dans des termes différents, essayant de réaliser la synthèse entre lutte de classe et lutte de libération nationale en assurant au mouvement ouvrier l'hégémonie dans le mouvement de libération nationale; il est à noter que leur contribution n'est absolument pas perçue sur le continent).

JAMES CONNOLLY en 1897 :

« Il existe un danger cependant : celui que ces forces (les différents mouvements irlandais)... en viennent... à cristalliser le nationalisme en une simple tradition... Or les traditions peuvent constituer une base suffisante — et c'est ce qui se passe fréquemment — pour pousser un peuple à marcher vers un glorieux martyr, mais elles ne peuvent jamais être assez puissantes pour guider l'assaut d'une évolution victorieuse. Si le mouvement national contemporain ne veut pas se contenter de rééditer les anciennes tragédies amères de notre histoire passée, il doit se montrer capable de s'élever au niveau des exigences de l'heure présente. Il doit fournir la preuve au peuple d'Irlande que notre nationalisme ne consiste pas en une simple idéalisation morbide du passé mais est aussi en mesure de fournir une réponse claire et précise aux problèmes actuels ainsi qu'une doctrine politique et économique adaptée aux exigences de l'avenir. »

« Si, dès demain, vous chassez l'armée anglaise et hissez le drapeau vert sur le château de Dublin, vos efforts s'avèreront vains si vous n'édifiez pas la république socialiste. L'Angleterre continuera de vous dominer. Elle vous dominera par l'intermédiaire de ses capitalistes, de ses propriétaires, de ses financiers, de toutes les institutions commerciales et individuelles qu'elle a implantées dans ce pays et arrosées des larmes de nos mères et du sang de nos martyrs. L'Angleterre continuera à vous gouverner jusqu'à vous entraîner dans la ruine, alors même que vos lèvres continueront à rendre un hommage hypocrite à cette liberté dont vous aurez trahi la cause. Envisager le nationalisme sans le socialisme — sans réorganisation de la société sur la base d'une forme plus vaste et plus développée de propriété commune, semblable à celle qui supporte l'organisation sociale de l'ancienne

Érin — ne relève que d'une mentalité de capitulation nationaliste. »

(Le point de vue de Connolly est à peu près ignoré donc dans l'Internationale; ceci s'explique par la relative faiblesse du socialisme irlandais, mais aussi parce qu'il n'y a guère qu'un problème national qui préoccupe vraiment les socialistes en Europe, c'est celui de la Pologne, problème auquel s'attache en particulier Rosa Luxemburg).

ROSA LUXEMBURG : « La question polonaise et le mouvement socialiste » en 1905 :

« Chez nous, ce problème national n'est pas et ne peut pas être étranger, indifférent à la classe ouvrière. L'oppression barbare la plus insupportable et l'étouffement de la culture spirituelle de la société ne peuvent la laisser indifférente. (...) Notre prolétariat, en tant que classe ne possédant pas de « biens terrestres » dans la société actuelle, est appelé par le développement historique à la mission de renverser tout le système existant. En tant que classe révolutionnaire, il doit ressentir, et ressent, l'oppression nationale comme une plaie brûlante, comme une honte, jusqu'à ce que cette injustice devienne comme une goutte dans la mer de la misère sociale, de l'infériorité politique, du dénuement spirituel, qui est le destin du mercenaire du capitalisme dans la société actuelle. (...) Notre prolétariat peut et doit combattre pour la défense de la nationalité en tant que culture spirituelle spécifique, distincte, qui a ses propres droits à l'existence et au développement. Et aujourd'hui, la défense de notre nationalité est possible non à travers le nationalisme séparatiste, mais seulement à travers la lutte pour la renversement du despotisme et pour obtenir dans tout le pays ces formes de vie culturelle et civique dont jouit depuis longtemps l'Europe occidentale. Le mouvement exclusivement de classe formé par le prolétariat polonais, qui a poussé avec le capitalisme sur le tombeau des mouvements d'indépendance est donc la meilleure et seule garantie pour acquérir, avec la liberté politique, la liberté nationale-culturelle, l'égalité civique et l'auto-administration pour notre pays. »

On voit donc que, contrairement à ce qu'on lui a fait dire souvent, R. Luxemburg ne juge pas incompatibles les aspirations nationales et les aspirations socialistes, mais pour autant elle est très éloignée du raisonnement

de Connolly : « Pour la social-démocratie\*, la question des nationalités est, comme toutes les autres questions sociales et politiques, surtout une question d'intérêt de classe ». Elle pense que l'on peut apprécier les mouvements nationaux en fonction de deux principes, a) le principe qui consiste « à être toujours du côté des aspirations à la liberté », b) les « intérêts pratiques de la social-démocratie », le second principe étant déterminant; le terrain d'action et de lutte du mouvement ouvrier, c'est l'État capitaliste établi. Cette façon de voir la question, d'un point de vue surtout pratique donc, est contestée rapidement par des socialistes autrichiens.

\* Remarque historique : n'oublions pas qu'à cette époque, social-démocrate veut dire marxiste révolutionnaire.

## II - LA PÉRIODE D'UNE PLUS GRANDE ÉLABORATION : après 1905

« Dans un second moment, la thématique s'élargit, les élaborations marxistes se multiplient sur la question nationale » (G. Haupt), on cherche à appliquer la méthode du matérialisme dialectique à cette question. De tout cela se détache l'ouvrage d'Otto Bauer, « La question des nationalités et la social-démocratie » en 1907, « qui tranche à la fois par l'ampleur, la nouveauté des propos et par les ambitions théoriques »...

OTTO BAUER en 1907 :

« On peut donc définir la nation comme communauté de caractère qui se constitue à partir d'une communauté de destin ».

« Ainsi la nation cesse d'être pour nous cette chose régide et devient un processus du devenir, déterminé dans son essence par les conditions dans lesquelles les hommes luttent pour leur subsistance et la conservation de l'espèce. »

« A aucun moment l'histoire d'une nation n'est achevée. »

« Le trait marquant du caractère national ne se manifeste qu'en tant que trait de caractère d'individus, créé par la société : il est le produit de qualités héritées et de biens culturels transmis, produits par les ancêtres de chaque compatriote dans une interaction constante avec les autres concitoyens, il est

lui-même un produit social. (...) La nation n'est pas une somme d'individus, mais chaque individu est le produit de la nation, qu'ils soient tous le produit de la même société fait d'eux une communauté ».

« La nation se manifeste dans la nationalité du compatriote pris isolément, c'est-à-dire dans le fait que le caractère de chaque compatriote est déterminé par le destin de l'ensemble des compatriotes, destin vécu en commun dans une interaction constante. »

« ... sous l'activité historique apparemment autonome du caractère national ne se cache rien d'autre que le fait que l'histoire des ancêtres, les conditions de leur lutte pour l'existence, les forces productives qui les dominaient et les rapports de production dans lesquels ils entraient, déterminent jusqu'au comportement de leurs descendants naturels et culturels. »

« Il ne nous reste ici qu'à opposer à notre théorie de la nation les essais de ceux qui ont établi un nombre d'éléments qui sont censés par leur coïncidence constituer la nation. Les sociologues italiens considèrent comme tels les éléments suivants :

1. territoire commun d'habitation;
2. origine commune;
3. langue commune;
4. mœurs et coutumes communes;
5. expérience commune et passé historique commun;
6. lois communes et religion commune;

... nous remplaçons la simple énumération des éléments de la nation par un système : l'histoire commune comme la cause agissante, culture commune et origine commune comme moyens de son action, langage commun alors médiateur de la culture commune, son produit autant que ce qui la produit. Désormais nous comprenons aussi le rapport de ces éléments entre eux. Ainsi s'explique à présent ce qui jusqu'ici a causé de si grandes difficultés aux théoriciens de la nation, à savoir que ces éléments peuvent se manifester dans des combinaisons très diverses, qu'il y ait absence de l'un ou de l'autre s'explique maintenant. »

« Le principe de nationalité est le principe de constitution de la nation unifiée et autonome en État dans une ère de production sociale. L'édification des grands États nationaux au XIX<sup>ème</sup> siècle n'est qu'un signe précurseur de l'ère de la réalisation absolue du principe de nationalité, tout comme l'élargissement de la communauté de culture par le

capitalisme moderne est le signe précurseur de la réalisation de la communauté nationale de culture par le socialisme, tout comme la production sociale sous sa forme capitaliste est le signe précurseur de la production coopérative par la société et pour la société. Le socialisme annonce ainsi à toutes les nations la réalisation de leur aspiration à l'unité politique et à la liberté. »

« Toutes les nations unies pour la domination commune de la nature, mais l'ensemble constitué en collectivités nationales appelées à un développement indépendant et à la libre possession de leur culture nationale — voilà le principe de nationalité du socialisme. »

« Le fait que le socialisme rende la nation autonome, fasse de son destin le produit de sa volonté consciente a pour conséquence une différenciation croissante des nations dans la société socialiste, une accentuation de leurs particularités, une démarcation plus nette entre les caractères nationaux. Ce jugement surprendra peut-être; aussi bien les amis et les adversaires du socialisme sont-ils persuadés que le socialisme nivellera la diversité nationale, diminuera ou supprimera les différences entre les nations. »

Il est certain que le contenu matériel de culture, des différentes cultures nationales sera nivelé dans la société socialiste. Cette tâche a déjà été entreprise par le capitalisme moderne. Les paysans précapitalistes ont produit et vécu pendant des siècles de la manière qu'ils avaient héritée des ancêtres, sans emprunter quoi que ce fût aux progrès de leurs voisins; ils ont utilisé l'antique et mauvaise charrue bien qu'ils aient eu la possibilité de connaître à quelques milles de là une charrue meilleure qui leur aurait assuré de bien meilleures récoltes.

En revanche, le capitalisme moderne a enseigné aux nations à apprendre les unes des autres; tout progrès technique est approprié en quelques années par le monde entier, toute modification du droit chez les peuples voisins est étudiée et imitée. Chaque courant de la science, de l'art, influence les peuples cultivés du monde entier.

Il est hors de doute que le socialisme va considérablement accentuer cette tendance cosmopolite de notre civilisation, nivellera bien plus vite les contenus matériels de culture, que les nations apprendront bien plus vite les unes des autres, chacune empruntant à l'autre ce qui correspond à ses besoins. Mais il serait par trop hâtif d'en conclure que le nivellement des contenus matériels de culture rendra les nations parfaitement identiques. »

Cet approfondissement de Bauer a été bien oublié depuis. Les autres penseurs reviendront (sauf Lénine) à la recherche de principes ou de critères faciles à appliquer. L'œuvre de Bauer est pourtant d'un apport considérable, dépassant largement le point de vue de Kautsky qui assimilait la question nationale à la question linguistique. Pour Bauer le problème national n'est pas une question passagère pour le mouvement ouvrier, mais une question qui continuera de se poser et qui se posera de plus en plus avec l'évolution du système capitaliste. On peut, avec G. Haupt, dégager l'essentiel de son apport dans les deux conclusions suivantes :

« 1. le réveil des nations sans histoire par l'interaction du développement national et du développement social. Car « ce sont les transformations dans les moyens de production et les rapports de production qui décident de la puissance ou de l'impuissance, de la mort ou de la renaissance des nations »;

2. la révision de l'axiome de l'orthodoxie marxiste prédisant la disparition progressive des différences nationales. »

La réaction des tenants de thèses différentes ne se fait pas attendre :

— KAUTSKY, en 1907, réaffirme une thèse qui va exactement à l'opposé de la deuxième conclusion de Bauer. Il insiste sur le caractère secondaire de la question nationale.

« Le bien de chaque nation n'est pas la loi suprême pour les socialistes, il doit être subordonné aux intérêts du développement général de la société au même titre que le bien de chaque individu. (...) Nous ne sommes pas antinationaux pas plus que nous ne sommes hostiles ou même indifférents à la personnalité. Mais le bien de notre nationalité n'est pas le critère suprême de notre action. »

(Signalons cependant que Kautsky dira en 1917 : « Mais l'internationalisme signifie que j'accorde à d'autres nations les mêmes droits que ceux que je revendique pour la mienne propre. L'égalité de droits que l'on revendique dans un cadre démocratique pour les individus d'un même peuple doit être réalisée pour chaque peuple à l'intérieur de la communauté des peuples en conséquence même de l'internationalisme. »)

— R. LUXEMBURG fait paraître en 1909 « La question nationale et l'autonomie ».

« A côté de quelques nations très puis-

santes, qui sont les gérants du développement capitaliste car elles disposent des moyens matériels et des moyens intellectuels indispensables pour préserver leur indépendance économique et politique, l'autodétermination, l'existence autonome des mini- et micro-nations est de plus en plus une illusion (...) Compte tenu de cette évolution et de la nécessité de la lutte pour l'existence sur le marché international, de la politique universelle et des possessions coloniales pour les grands États capitalistes, ce qui remplit le mieux sa fonction dans les conditions actuelles, c'est-à-dire ce qui correspond le mieux aux besoins de l'exploitation capitaliste, ce n'est pas l'État national - comme le suppose Kautsky - mais l'État conquérant. »

« Dans la société de classe, il n'y a pas de nation en tant qu'entité socio-politique homogène, en revanche dans chaque nation il y a des classes aux intérêts et aux droits antagonistes. (...) Lorsqu'on rencontre dans l'histoire des sociétés modernes des luttes et des mouvements « nationaux », ce sont en général des mouvements de classe de la couche bourgeoise dirigeante, qui le cas échéant et jusqu'à un certain point peut aussi représenter les intérêts d'autres couches populaires. »

« Le développement capitaliste et les intérêts de la bourgeoisie nécessitent la création d'un État national indépendant qui devient par la suite un instrument de conquête impérialiste. Les intérêts du prolétariat sont uniquement axés sur les objectifs démocratiques et culturels du mouvement national, c'est-à-dire sur l'établissement des institutions politiques garantissant, par des moyens pacifiques, le libre développement de la culture de toutes les nationalités vivant dans le même État. La classe ouvrière revendique fermement l'égalité des droits de toutes les nationalités. Le programme national de la classe ouvrière est essentiellement différent du nationalisme de la bourgeoisie. »

La recherche de Rosa Luxemburg va plus loin que celle de Kautsky. Ses conclusions peuvent être considérées comme justes si on ne les généralise pas, car son raisonnement porte sur des cas où une bourgeoisie nationale en développement s'oppose à un État dirigé encore par les classes féodales dominantes, l'aristocratie terrienne (Autriche-Hongrie, Russie). Les intérêts de ces bourgeoisies passent par le nationalisme séparatiste (puis conquérant), qui est donc empreint d'idéologie bourgeoise. La question est différente dans le cas d'une nationalité où la bourgeoisie est faible ou presque inexistante, surtout si les

intérêts de celle-ci coïncident avec ceux de la bourgeoisie de l'État dominant. Le nationalisme n'est bourgeois que dans certaines conditions.

— Les réactions les plus vives à Bauer sont celles de STRASSER et PANNEKOEK.

Citons par exemple Pannekoek :

« Dans ce cas, le fait national n'est pas seulement une apparition passagère dans le prolétariat, mais il constitue alors comme toute idéologie bourgeoise une entrave à la lutte des classes dont la puissance préjudiciable doit être dans la mesure du possible éliminée. Et la surmonter se situe dans la ligne même de l'évolution. Les mots d'ordre et les objectifs nationaux détournent les travailleurs de leurs objectifs prolétariens spécifiques. Ils divisent les travailleurs des différentes nations, provoquent leur hostilité réciproque et détruisent ainsi l'unité nécessaire du prolétariat. »

En fait, bien souvent après 1900, la théorie progresse moins vite que la pratique. Pendant que l'on continue à considérer le fait national comme étranger au mouvement ouvrier, pendant que les notions d'autonomie, d'indépendance, d'auto-détermination restent théoriquement très confuses, les prises de position anti-impérialistes se font sur le terrain, par exemple dans les Balkans. La réflexion après 1910, en particulier celle de Lénine, tiendra compte de ces faits.

### III - LA VEILLE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

STALINE en 1913 :

« Le marxisme et la question nationale », œuvre de Staline paraît en 1913; ceci montre l'importance que l'on accorde à la question nationale à ce moment, mais ne marque pas un progrès dans la réflexion, qui s'oriente plutôt vers la recherche d'une recette :

« La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture... »

Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés ne suffit, pris isolément, à définir la nation. Bien plus : il suffit qu'un seul de ces indices manque pour que la nation cesse d'être nation. »

« De cette façon, il est clair qu'il n'existe pas en réalité d'indice distinctif unique de la nation. Il existe seulement une somme d'indices parmi lesquels, lorsqu'on compare les nations, se détache avec plus de relief tantôt l'un (le caractère national), tantôt l'autre (la langue), tantôt un troisième (le territoire, les conditions économiques). La nation représente une combinaison de tous les indices pris ensemble. »

On s'aperçoit à la lecture de Staline, qu'il étudie la nation à partir des grandes « nations » déjà constituées, qui sont en fait, dans de nombreux cas, uniquement des États, dont la nationalité est contestable. Il est dangereux de généraliser, ou de définir intemporellement, à partir d'une situation à un moment historique précis.

LÉNINE en 1914 : « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes »

« Le fond du problème est-il dans les définitions juridiques ou dans l'expérience des mouvements nationaux du monde entier ? »

« L'État national est la règle et la « norme » du capitalisme, l'État à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. Du point de vue des rapports entre nationalités, l'État national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel État, sur le terrain des rapports bourgeois, puisse exclure l'exploitation et l'oppression des nations. Cela veut dire seulement que les marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs économiques qui engendrent les tendances à la création d'États nationaux. Cela veut dire que, dans le programme des marxistes, la « libre détermination des nations » ne peut avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la libre détermination politique, l'indépendance en tant qu'État, la formation d'un État national. Quant aux conditions qui, du point de vue marxiste, c'est-à-dire du point de vue de classe du prolétariat, président au soutien de la revendication démocratique bourgeoise d'un « État national », nous y reviendrons en détail un peu plus loin. »

« Il ne saurait être question de procéder à l'élaboration du programme national des marxistes d'un pays donné sans tenir compte de toutes ces conditions historiques générales et des particularités concrètes de tel ou tel État. »

Lénine évite donc la systématisation rapide et considère la question surtout d'un point de vue pratique. Il ne tombe pas non plus dans une méfiance assez irraisonnée (comme celle de R. Luxemburg ou des contradicteurs de Bauer) vis-à-vis des mouvements nationaux, même bourgeois. Relevons encore certaines phrases de la conclusion de cet article :

« Parmi les nations opprimées, le rassemblement du prolétariat en un parti indépendant entraîne parfois une lutte si acharnée contre le nationalisme de la nation intéressée que la perspective se trouve déformée et qu'on oublie le nationalisme de la nation qui opprime. »

« Cet état de choses assigne au prolétariat de Russie une double tâche, ou plutôt une lutte sur deux fronts : lutter contre tout nationalisme et, au premier chef, contre le nationalisme grand-russe; reconnaître non seulement la complète égalité en droits de toutes les nations en général, mais aussi leur droit égal à édifier un État, c'est-à-dire reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer; et à côté de cela, précisément pour assurer le succès de la lutte contre tout espèce de nationalisme dans toutes les nations, sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes et leur fusion la plus étroite dans une communauté internationale, en dépit des tendances de la bourgeoisie à promouvoir un particularisme national. »

Égalité complète des nations; droit des nations à disposer d'elles-mêmes; union des ouvriers de toutes les nations : voilà le programme national enseigné aux ouvriers par le marxisme, par l'expérience du monde entier et l'expérience de la Russie. »

Commentaire de G. Haupt : « Lénine suit la méthodologie marxiste classique en partant des particularités concrètes de la question nationale en Russie et des conditions historiques générales. Son analyse se précise et s'élargit lorsqu'il entreprend de définir le problème national au stade historique atteint par la Russie en fonction de la problématique de l'impérialisme. Il met dès lors l'accent non plus sur la recherche de solutions à la question nationale, mais sur la dynamique des mouvements nationaux et sur les moyens destinés à capter au profit de la Révolution l'énergie nationale qui se développe en Europe de l'est et en Asie. Prenant conscience qu'il faut intégrer à la lutte de classe les nouvelles potentialités déclenchées par l'impérialisme, il est amené à réévaluer la place historique des mouvements nationaux. Il distingue deux

époques dans le développement du capitalisme qui diffèrent radicalement du point de vue des mouvements nationaux.

- 1) Au moment de l'effondrement du féodalisme, le capitalisme ascendant se caractérise par l'éveil à la vie nationale, par les mouvements nationaux et la constitution d'États nationaux.
- 2) Le capitalisme mûr ou les antagonismes entre bourgeoisie et prolétariat sont fortement développés se caractérise par la destruction des barrières nationales, par l'unité internationale du capital et de la vie économique, par la résorption des particularités nationales.

Or, ces deux périodes ne se succèdent pas mécaniquement, ne sont pas séparées hermétiquement et par conséquent ne sont pas antinomiques. Au contraire, elles sont reliées entre elles par « de nombreux maillons intermédiaires » et ces deux moments peuvent coïncider, exister simultanément dans un pays donné. »

Une dernière citation de Lénine complètera et conclura ce rappel historique :

« Nous sommes les adversaires du particularisme; nous sommes persuadés que toutes choses égales par ailleurs, les grands États peuvent résoudre avec infiniment plus de succès que les petits, les problèmes engendrés par le progrès économique et ceux que pose la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Mais nous n'admettons que des rapports fondés sur le libre consentement et jamais sur la contrainte. Partout où nous voyons des liens de contrainte entre des nations, nous défendons résolument et inconditionnellement, sans prôner le moins du monde la sécession obligatoire de chaque nation, le droit pour chacune d'elles de déterminer son destin historique, c'est-à-dire de se séparer. »

L. LE PAGE

## Le concept d'ethnie à travers une recherche scientifique récente

(Le point de vue que nous allons résumer ici est celui d'un chercheur soviétique, docteur ès-sciences historiques, Victor KOZLOV (1); il apporte un éclairage nouveau sur la définition d'ethnie, éclairage d'autant plus intéressant que son raisonnement est d'une rigueur remarquable; signalons pourtant que le concept d'ethnie tel qu'il l'envisage ne recoupe pas celui de l'article de J.-J. MONNIER dans ce numéro, et recouperait plutôt le concept de nationalité défini par Monnier, suivant en cela Ar Faiz.)

« Depuis longtemps déjà, l'ethnographie soviétique a une notion assez claire de la nature de son objet : les ethnies. Cependant, étant donné certaines raisons, notamment le trop lent développement de la sociologie, c'est seulement dans les années soixante, grâce à la parution de plusieurs travaux

<sup>1</sup> Victor Kozlov, Ethnie et nation, in La Nouvelle Critique n° 70 janvier 1974.

consacrés à ce thème, que les vues ayant cours dans ce domaine ont commencé à être rassemblées pour former une conception scientifique équilibrée.

... On le sait, la juste détermination des concepts scientifiques exige, premièrement de trouver l'indice générique.

« L'ethnie est-elle une unité biologique ? L'auteur montre que non, que les ethnies sont des « catégories sociales », mais est-ce suffisant de dire cela ? En fait, « dans la société, il n'existe pas de liens qui ne soient en même temps sociaux... En disant que l'ethnie est une catégorie sociale nous n'avons pas réglé le problème consistant à trouver le concept générique supérieur qui lui correspond, car au fond toutes les communautés d'hommes sont des communautés sociales. On a tenté de définir les communautés humaines ethniques en les qualifiant de « socio-économiques », mais sans grand succès. Parmi les commu-

nautés socio-économiques il faut classer, en premier lieu, les classes, les collectivités de producteurs et les syndicats, mais non les ethnies. » Finalement le trait essentiel est qu'elles peuvent exister indépendamment l'une de l'autre. C'est là, à notre avis, une différence substantielle qui les distingue de beaucoup d'autres formations sociales. Le fait qu'elles puissent vivre l'une dans l'autre s'explique par leur dimension qui est assez grande et il est déterminé par trois processus essentiels : primo, la production des biens matériels nécessaires à l'existence; secundo, la reproduction, au sens biologique, de la communauté donnée, c'est-à-dire la naissance de nouvelles générations; tertio, la reproduction, au sens social, c'est-à-dire la transmission aux générations nouvelles de valeurs socio-culturelles et de traditions déterminées. »...

« Passons maintenant à l'analyse proprement dite des **indices de la communauté ethnique** et de ses liens internes pour noter d'abord l'importance de la **langue**. (...) La langue est étroitement liée à l'appartenance ethnique et ce n'est pas le fait du hasard si le nom des peuples coïncide d'ordinaire avec celui de leur langue. (...) Il faut pourtant noter que la communauté ethnique n'a entièrement coïncidé avec la communauté de langue qu'aux premières étapes de l'évolution historique. » L'auteur signale des langues parlées par plusieurs peuples et des cas de peuples parlant des langues différentes.

« Le **territoire** est, avant tout, la condition, la base matérielle de la formation de la communauté ethnique et de beaucoup d'autres car pour pouvoir entrer en contact, les hommes, cela va de soi, doivent vivre à proximité les uns des autres. (...) Les conditions naturelles du lieu déterminent nombre de particularités de la culture et du mode de vie et l'idée de « terre natale » joue un rôle marquant dans la formation de la conscience que l'ethnie a d'elle-même. (...) Il faut pourtant noter que le territoire n'a pas un contenu ethnique aussi marqué que, par exemple, la langue ou la culture. (...) A diverses époques des communautés ethniques tout à fait différentes se sont formées sur un même territoire ou bien certains peuples après s'être formés sur un territoire donné, ont migré dans d'autres régions et y vivent. »

« **Communauté économique** » : « Finalement indispensables à l'existence de toutes les formes de communautés humaines, l'économie, la production matérielle ne sont pas spécifiques de l'ethnie. (...) Par elle-même, l'appartenance ethnique des hommes joue

rarement un rôle décisif dans la formation de la structure économique de la société, détermine rarement la division interne du travail, les liens entre les régions, etc... Sans nous arrêter sur la communauté économique très problématique des ethnies aux premiers stades des formations de classe, notons que la communauté économique classique qui apparaît avec le développement du capitalisme, historiquement ne se forme pas au sein des ethnies, mais dans le cadre des États. »

« L'analyse de la communauté économique nous a amenés au problème de l'importance de l'**organisation étatique** ou plus généralement **socio-territoriale**. (...) Lorsque, avec l'apparition de la société de classe, l'État se substitue à l'organisation clanotribale, les communautés ethniques manifestent la tendance à s'ériger en État. (...) Les mouvements nationaux qui se sont manifestés ont eu pour objectif, en général, la création d'États nationaux ou de certaines formes d'autonomie dans le cadre d'États multinationaux. »

« L'idée que chaque peuple a son propre **psychisme**, son propre **caractère national** est très répandue. Cette conception vulgaire qui relève pour une bonne part des notes de voyage ayant la prétention d'œuvre littéraire où fourmillent les remarques sur le « tempérament » des Espagnols, la « musicalité » des Italiens et autres clichés ne résiste pas à l'analyse scientifique. (...) Le paysan, le marchand, le fonctionnaire et l'ouvrier russes d'avant la révolution ne pouvaient avoir le même psychisme... Il est incomparablement plus juste de parler — lorsqu'on veut définir le concept d'ethnie — non pas de l'existence d'une communauté psychique des peuples, mais de l'existence de certaines particularités spécifiques du psychisme qui se manifestent surtout dans la vie quotidienne et la culture des gens composant l'ethnie. »

« **Culture** » : « L'ethnographie... divise la culture des ethnies en matérielle et intellectuelle. Par culture matérielle, on entend les instruments et méthodes de travail, l'habitat, le vêtement, la nourriture, les ustensiles ménagers et certains autres éléments, et, par culture intellectuelle, la création populaire (poésie, musique, danse etc...), les rites, les croyances, etc... (...) La culture matérielle est surtout fonction du niveau de développement des forces productives avec les particularités du lieu naturel et, comme telle, elle est relativement peu liée à l'ethnie (...) Ce qui vient d'être dit quant à l'évolution de la culture matérielle concerne aussi la culture

intellectuelle. (...) Dans une société sornée de classes antagonistes, comme l'a montré Lénine, il ne peut y avoir de culture intellectuelle nationale. Aussi, pour définir la communauté ethnique, vaut-il mieux mettre l'accent non pas sur la « communauté de culture », mais sur les éléments spécifiques de cette culture et sur les particularités culturelles et pratiques qui, avec la langue, forment la spécificité d'une ethnie donnée. »

« **Autoconscience ethnique** » : « Les causes objective elles-mêmes ne peuvent provoquer de phénomènes sociaux que par le truchement de la conscience des hommes, en s'y reflétant sous la forme d'idées déterminées. Toute communauté humaine ne se manifeste réellement que lorsque ses membres ont conscience de lui appartenir. » L'autoconscience ethnique « se manifeste dans la réalité par l'ethnonyme, c'est-à-dire par le fait que les membres de l'ethnie se désignent eux-mêmes par un seul et même nom. (...) L'autoconscience ethnique se forme sous l'influence de la communauté de la langue et de territoire, d'us et de coutumes, etc...; l'idée d'origine commune y contribue fortement. »

« Ce qui fait l'importance de l'autoconscience ethnique, c'est, entre autres, le fait que, comme d'autres formes idéologiques, elle est dans une certaine mesure indépendante des causes qui l'ont engendrée. Elle peut subsister même si les membres de la communauté ethnique se trouvent séparés sur les plans territorial, économique et culturel, et si une partie d'entre eux a oublié la langue maternelle. Elle peut se développer sous l'influence des idées, c'est-à-dire lorsque ses conditions matérielles (communauté de territoire et de langue) font défaut, et elle est capable, après avoir atteint un certain stade, de fortement influencer les facteurs qui ont présidé jadis à sa naissance. Cela s'exprime par des mouvements de masse en faveur de la réunion des territoires nationaux, de la naissance et du développement de la langue maternelle, etc... »

L'auteur étudie ensuite les rapports entre ethnie et race, religion, État :

— ethnie et race : « généralement les processus de formation des races n'ont pas coïncidé avec ceux de formation des ethnies. (...) Il n'y a presque pas d'ethnies racialement pures. (...) Nous pensons que le facteur racial joue un rôle déterminé dans la formation de la communauté ethnique. »

— ethnie et religion : « il faut tenir compte

de ce que le facteur religieux a exercé une influence sensible sur les processus ethniques, ce qui, dans certains cas, a abouti à la coïncidence des deux communautés. (...) Il ne faut cependant pas exagérer l'importance du facteur religieux. L'autoconscience religieuse supplante parfois l'ethnique en raison de son influence sociale, mais aucune religion en soi ne peut ni créer ni maintenir la communauté ethnique; elle ne peut qu'y contribuer. »

— ethnie et État : « Le rôle du facteur étatique dans la formation des nations et l'aspiration de celles-ci à prendre corps sur les plans politique et territorial sont très forts. Dans la pratique, lorsqu'il s'agit de savoir si une ethnie donnée représente une nation, c'est l'existence de telles formations étatiques ou bien la revendication d'autonomie territoriale des mouvements nationaux politiques auxquels participent les principales classes de cette ethnie qui sert généralement de critère pour décider qu'on a affaire à une nation déjà formée ou en formation. La différence entre la communauté ethnique et la communauté politique apparaît le plus nettement dans les États multinationaux où l'autoconscience ethnique prend appui sur les particularités linguistiques, culturelles et pratiques des gens et est entretenue aussi, chez les minorités ethniques opprimées, par la lutte pour l'égalité des droits. »

Conclusion : « L'ethnie ou communauté ethnique est un organisme social formé, sur un territoire déterminé, de groupes d'hommes ayant déjà, ou ayant établi, à mesure de l'évolution, divers liens (économiques, culturels, matrimoniaux, etc...), la communauté de langue, des traits de culture et de mode de vie communs (assez souvent la communauté de religion), un certain nombre de valeurs sociales et de traditions communes, et assez mélangés du point de vue des composantes raciales nettement distinctes existant auparavant. Les indices essentiels de l'ethnie sont : l'autoconscience ethnique (dans laquelle l'idée de communauté d'origines et de destinées historiques joue un rôle en vue), la langue maternelle et le territoire, les particularités du psychisme, de la culture et du mode de vie; pour certains types d'ethnies, une forme déterminée de l'organisation socio-territoriale (étatique) ou l'aspiration nettement exprimée à mettre sur pied une telle organisation peuvent être aussi un indice. »

# Quelques extraits de la charte nationale de la République Algérienne Démocratique et Populaire

Cette charte a été publiée le 5 juillet 1976, après discussion dans le pays et référendum (27 juin 1976). On y trouve des éléments intéressants concernant les questions posées ici, de la part d'un peuple qui sait ce qu'est une lutte de libération nationale. Pour eux le « nationalisme populaire libérateur » n'est pas du tout incompatible avec le socialisme.

« La Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre a sauvé, par l'action directe et le recours aux masses opprimées, le courant le plus dynamique du nationalisme algérien. Elle a surtout permis au nationalisme d'avant-garde de dépasser ses contradictions, de renouveler certains de ses concepts fondamentaux et de retrouver, grâce à l'exemple et au brassage de nouvelles forces sociales issues du combat libérateur, le chemin le plus sûr vers le socialisme. »

« La Nation, c'est le peuple lui-même pris en tant qu'entité historique et agissant consciemment dans la vie quotidienne et dans un cadre territorial bien défini en vue de réaliser avec tous les citoyens qui le composent les tâches communes d'un destin solidaire et partager ensemble les mêmes épreuves et les mêmes espérances. »

## EN ALGÉRIE, LE SOCIALISME EST UN PROCESSUS SOUS-JACENT AU MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE

« Le socialisme, en Algérie, n'est ni une option arbitraire, ni un système importé qu'on aurait plaqué de l'extérieur sur le corps inerte de la Nation, mais un processus vivant qui

plonge ses racines dans la lutte de libération nationale, un processus intimement lié à la Nation renaissante et à son devenir.

« Libération nationale et libération sociale, sont, à notre époque, fondamentalement solitaires. La mise en cause radicale du colonialisme débouche sur une mise en cause du capitalisme. La prise de conscience, au niveau des masses, que les deux systèmes sont étroitement liés et que l'un n'est que la projection périphérique de l'autre, crée les conditions d'un approfondissement de la conscience nationale en conscience socialiste.

« Dans une société profondément nivelée par l'oppression coloniale où la classe dominante est incarnée non par la bourgeoisie nationale maintenue à l'état embryonnaire mais par une bourgeoisie étrangère toute puissante, le mouvement national prend d'emblée une dimension sociale insoupçonnée. De simple transfert de souveraineté, l'indépendance devient synonyme d'une refonte totale de la société. »

« Le sous-développement n'est pas un état naturel, spontané, l'absence de développement, mais la marque d'une longue exploitation capitaliste sous la forme la plus inhumaine et la plus dégradante. Même quand elles conservent leur façade traditionnelle, les sociétés passées sous la griffe des monopoles capitalistes perdent leur cohésion interne et s'affaiblissent. Leur culture, leurs institutions, leur religion même, sont polluées et comme faussées par l'action dissolvante du capitalisme. Archaisées, elles voient leur archaïsme s'aggraver. Telle est, dans le Tiers-monde, la loi du capitalisme international qui ne laisse de choix, en définitive, qu'entre la Révolution et la déchéance historique.

Dans les pays en voie de développement le socialisme puise sa dynamique profonde dans la lutte contre l'impérialisme sous toutes ses formes. Cette lutte s'étend nécessairement à l'élimination du capitalisme national qui est

condamné à n'être, réellement ou potentiellement, qu'un appendice du capitalisme mondial.

C'est un fait que, dans les pays en voie de développement, les forces socialistes ne sont pas toujours dirigées par un prolétariat encore peu nombreux, mais par une avant-garde formée de l'ensemble des patriotes révolutionnaires parmi lesquels les travailleurs assument un rôle grandissant. Dans l'étape actuelle que traverse le Tiers-monde, ce n'est pas le prolétariat — numériquement faible ou pratiquement inexistant — qui institue le socialisme, c'est l'édification du socialisme, qui ne fait qu'un avec l'édification de la nation, son industrialisation et sa modernisation qui assure l'émergence du prolétariat. Cependant, à la différence de ce qui se produit dans la société capitaliste, un tel prolétariat est marqué, dès sa naissance, du sceau de la liberté et intégré d'emblée, dans une société qui lui ouvre de larges perspectives dans la direction des affaires de la collectivité. Cela ne veut pas dire que ce prolétariat en formation doit rester passif ni que sa promotion est acquise d'avance : tout au contraire son rôle et ses responsabilités s'accroîtront au fur et à mesure que l'édification du socialisme avance, que la bataille de la production s'intensifie et que l'indépendance nationale se consolide.

La faiblesse ou l'inexistence d'un prolétariat moderne n'est ni un obstacle insurmontable pour la construction du socialisme, ni un argument sérieux pour son ajournement. De même qu'ils n'ont pas attendu que le prolétariat prenne le pouvoir dans les métropoles pour engager la lutte pour l'indépendance, les anciens pays colonisés ne peuvent attendre, aujourd'hui, l'avènement d'un prolétariat autochtone pour entamer leur développement socialiste.

Les pays du Tiers-monde évoluent vers le socialisme en s'appuyant sur la masse des paysans pauvres, les travailleurs des villes, les cadres nationaux révolutionnaires. Ces derniers, formés de patriotes conséquents ayant fait leurs preuves dans les luttes anticolonialistes et anti-impérialistes de leur peuple, se recrutent dans les milieux les plus divers : militants, politiques, syndicalistes, militaires, intellectuels... Ils jouent un rôle d'avant-garde dans la lutte révolutionnaire pour le triomphe de l'indépendance nationale et les idéaux du socialisme.

L'avènement des peuples du Tiers-monde sur la scène historique bouleverse certaines conceptions qui avaient cours jusque-là, et

renouvelle profondément la problématique socialiste. Cela ne signifie pas qu'il faille verser dans un « tiers-mondisme » inconsistant qui, prétendant tout puiser dans sa propre substance, reviendrait à tourner le dos aux acquisitions révolutionnaires les plus marquantes de notre époque. Ce dont les peuples du Tiers-monde ont le plus besoin, c'est d'une pensée révolutionnaire qui les rende à eux-mêmes, qui les pousse vers plus de conscience, de créativité, une pensée qui désaliène et non une pensée qui substitue une aliénation à une autre.

Dans les conditions des pays nouvellement indépendants, le socialisme n'est pas extérieur à la nation; il s'édifie en même temps qu'elle, il s'identifie avec son développement organique. L'avenir de la Révolution socialiste dans le Tiers-monde, sera, de plus en plus fonction d'une pensée nationale créatrice qui se transforme d'une manière dialectique en pensée socialiste. Ainsi, toute Révolution, pour être socialiste, doit être d'abord nationale, tout comme toute Révolution nationale conséquente doit, nécessairement, déboucher sur le socialisme. »

« Il est devenu aujourd'hui impossible de séparer ce qui relève de l'édification nationale et ce qui relève de l'édification socialiste. Ces deux concepts coïncident plus que jamais. Il n'y a pas d'un côté les tâches d'édification nationale et de l'autre, suspendues dans le vide, l'option socialiste.

## Existe-t-il un peuple breton ?

Si nous posons cette question, c'est qu'elle est fondamentale pour le combat politique et culturel en Bretagne. Un ancien adhérent de l'U.D.B. écrivait en 1969, dans le « Peuple Breton », que la question de l'existence du « peuple breton » sous-entend celle de la vocation nationale de la Bretagne. Il ajoutait : « On y croit ou on n'y croit pas : là est le seul choix possible. »

La question était donc portée au niveau de l'irrationnel, de la foi ou de la non-foi non argumentée. A telle point que le militant en question de depuis quitté le combat culturel et politique breton parce qu'il n'y croit plus.

Pour bien motiver notre action, politique et culturelle, pour pouvoir la mener clairement et efficacement, nous avons besoin d'une réponse plus raisonnée. On ne peut laisser reposer notre engagement sur la foi du charbonnier, c'est-à-dire sur le hasard. Notre tentative de réponse empruntera délibérément aux écrits déjà parus dans le parti, de Terray, et de Person. Pour pouvoir discuter de l'existence du peuple breton en termes politiques, il nous faut d'abord nous accorder sur le sens même des mots employés.

### I) PROBLÈMES DE DÉFINITION

A) Quelques notions admises (dans une partie du monde, dont les états socialistes.) Une base de départ solide nous est fournie par les définitions adoptées par AR FALZ, à l'assemblée générale de Lanmeur. Elles seront ici résumées (« Ar Falz » n° 2, p. 12, déc. 73).

1) Premier terme dont l'emploi est particulièrement confus dans la langue française : NATIONALITÉ.

« L'humanité, depuis son origine, est répartie en groupes culturels relativement stables qui sont l'un des fondements de sa vie collective. Lorsqu'elles ne s'incarnent pas ou plus dans un état, on le appelle « nationalités ». Le texte d'AR FALZ recommandait de ne pas employer à sa place le mot

« peuple », estimant qu'il est préférable de l'utiliser pour décrire l'ensemble des couches et classes sociales exploitées, par opposition aux groupes dominants d'une nationalité.

#### 2) NATION :

a) Nation (« N » majuscule) : ce terme a été confisqué au XVIIIème siècle par les penseurs et l'État bourgeois pour désigner l'ensemble de la population du territoire qu'il domine. Cet état français affirme que tous les habitants qui relèvent de son autorité sont de la même nationalité, celle du groupe numériquement et politiquement dominant. Il peut donc être appelé ÉTAT-NATION. Sacralisée par le pouvoir cette nation officielle s'intitule, en France, NATION avec un « N » majuscule.

b) nation (« n » minuscule) : reprenons cette fois l'essai de définition de Fougeyrolas (« Pour une France Fédérale »). « Un des modes globaux d'existence des sociétés modernes et contemporaines, c'est une communauté historique résultant de l'agrégation et de la ségrégation accomplies par des peuples ou des fractions de peuples d'origine ancienne. Elle se manifeste par une relative unité linguistique, politico-économique et culturelle, et un sentiment d'appartenance communautaire puissant. »

3) L'ETHNIE (selon AR FALZ) est un groupe culturellement homogène (ce qui est rarement le cas d'une nationalité, qui comprend généralement plusieurs ethnies apparentées). Elle possède une forte conscience collective et une organisation sociale originale (ex. : les Toubous du Tibesti.)

4) La minorité nationale : nationalité ou fragment de nationalité qui, au cours de l'histoire, a été placée en position de minorité dans le cadre d'un État ne reconnaissant pas sa diversité collective, c'est-à-dire un État nation.

#### B) DES NOTIONS CONTESTÉES

1) NATIONALISME : 3 sens.

a) Idéologie posant le fait national comme

la donnée principale de toute lutte et de toute organisation sociale (non universaliste, non socialiste, réactionnaire.)

b) Affirmation du sentiment d'appartenance à une nationalité. AR FALZ précisait : « Dans le cas d'une nationalité opprimée par une nation, le refus d'un membre de la nationalité d'affirmer son appartenance au groupe dominé est une adhésion objective au nationalisme de la nation dominante. »

c) Revendication libératrice d'une nationalité assujettie : composante nécessaire d'un combat socialiste qui vise à une libération totale de l'homme, à la fois en tant qu'individu, en tant que membre d'une classe et en tant que membre d'une communauté nationale.

#### 2) PEUPLE :

a) Les progressistes bretons.

Par souci de simplicité, beaucoup de militants politiques et culturels bretons ont décidé de parler du « peuple breton » et non de la nationalité bretonne. C'est là une manière d'affirmer notre appartenance à une communauté originale au sein de l'état français, officiellement habité par le seul « peuple français ». Nous ajouterons que pour nous, le peuple breton, c'est l'ensemble des classes exploitées en Bretagne.

b) Définition du Robert (droit gouvernemental) : « Ensemble d'hommes, vivant en société, habitant un territoire défini et ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions. V. Nation. » Définition très confuse puisqu'elle lie l'originalité d'un groupe humain à la possession d'institutions, c'est-à-dire d'un pouvoir. Elle exclue donc la notion de « peuple opprimé ». Robert poursuit : « exemples : le peuple français, américain, espagnol. » Dans ce cas, le peuple coïncide avec l'ÉTAT. L'autre situation possible, et fréquente, n'est même pas envisagée.

c) Définition de Fougeyrolas : « peuple » : communauté de langue, d'activités économiques, de culture. Le second facteur commun peut être bouleversé, comme le peuple, par l'évolution du capitalisme.

d) Définition intéressante, celle de STALINE, qui assimile « peuple » et « nation » et « nationalité » (sans doute à cause de la

pauvreté du vocabulaire russe qui, selon A. Boscher, n'a qu'un mot pour ces 3 notions).

« La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de mentalités, qui se traduit dans la communauté de culture. » (Staline, « Le marxisme et la question nationale ».)

C'est une définition générale et abstraite, qui regroupe des caractères divers. Dans le raisonnement de Staline et de Lénine, comme dans le raisonnement traditionnel, on applique le même schéma au passé et au présent. Chaque caractère devient un caractère fondamental, indispensable.

Staline ajoute : « Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus, l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être une nation. Seule la réunion de tous ces indices, pris ensemble, nous donne la nation. »

Pourquoi tous ces critères ? Parce que Lénine et Staline ont élaboré leur définition en observant un certain nombre d'ensembles sociaux complets, dont tout le monde s'accordait pour dire qu'ils forment une nation : la Russie, l'Allemagne, la France; on a pris les points communs et on les a intégrés dans une définition.

#### — La méthode :

Qu'en penser ? On peut noter que les traits retenus sont indépendants les uns des autres, que leur nombre est arbitraire. On suppose enfin que ce qui est commun aux grandes nations est essentiel pour définir toutes les nations. Et si, au contraire, l'essentiel d'un peuple réside dans sa différence, dans sa particularité ?

#### — Le résultat :

Il est décevant, car on se trouve, dans le monde, devant une foule de pré ou post nations à 6 ou à 5 caractères, dont on ne sait que faire. Selon cette méthode, l'existence d'un peuple est « indécidable ». Cela vient en partie, on l'a vu, du fait que Staline n'a pas distingué, par le vocabulaire, « peuple » et « nation ».

#### e) Essai de raisonnement évolutif :

Le facteur subjectif : l'analyse marxiste est plus convaincante lorsqu'elle s'applique à la classe sociale. Il y a la classe « en soi »,

objectivement définie par sa place au sein du système de production, et la classe « pour soi », définie en tant que force politique par l'accumulation de ses luttes. Le facteur subjectif, la prise de conscience, est donc aussi important que le facteur objectif, l'exploitation.

De même, pour la nationalité ou le peuple, il faut à la fois des caractéristiques originales et une conscience collective qui alimente ses combats.

**Le facteur historique** : le peuple et la nation sont des alliances de classes variables dans le temps.

Ainsi la Révolution de 1789 a pour agent un groupe de classes (paysans, petite bourgeoisie, prolétariat naissant) conduit par la grande bourgeoisie industrielle et marchande. Cette alliance se fait CONTRE un traître, « agent de l'étranger » et constitue la nation en tant que force historique. La nation objective éclate alors : le roi et les privilégiés d'un côté, les autres classes de l'autre. Ces derniers accomplissent les revendications de la bourgeoisie (suppression des particularités locales, marché intérieur homogène, libre circulation de la main-d'œuvre et des produits, délimitation d'un espace protégé de la concurrence).

Donc, cette nation française de 1789 est liée au pouvoir bourgeois qui en a créé l'idéologie. Certains en tirent la conclusion que l'affirmation de l'existence de collectivités nationales relève de cette même idéologie et doit donc être condamnée comme un mythe dangereux. (cf. les penseurs de LA TAUPE ex-bretonne)

La notion de peuple breton n'a pas le même contenu idéologique que celle du peuple français en 1789.

Le développement du capitalisme en Europe a conduit à un **développement correspondant des inégalités sociales et régionales**. Certaines régions ont accumulé des **retards irréversibles** de développement, car les capitaux locaux sont alors drainés vers des centres déjà industrialisés. Comme au niveau du Tiers-monde, les bourgeoisies périphériques ont souvent disparu en tant qu'agents économiques autonomes.

Le peuple, en Bretagne en 1976, c'est l'ensemble des classes qui subissent l'exploitation capitaliste (ouvriers, moyens agriculteurs etc. ...) et les formes antérieures d'extorsion du sur-travail (artisans, petits paysans, petits commerçants). **Le peuple breton est donc**

**exploité par une autre bourgeoisie que la sienne, qui peut donc en faire bénéficier son propre prolétariat. L'idée nationale tend à devenir la forme dans laquelle cette coalition de classes pense son unité, son existence, sans la bourgeoisie.**

#### D'OU CETTE DÉFINITION ÉVOLUTIVE :

— Un peuple est une communauté humaine qui se forme à une époque donnée, sous l'influence de conditions économiques et sociales particulières, de rapports de forces, de courants d'échanges etc... Il regroupe un ensemble de classes exploitées qui se découvrent certains intérêts communs. Il vit, s'organise, se donne des structures sociales et parfois politiques, modifie sa langue, a des contacts avec d'autres peuples, d'où des interactions constantes qui modifient sans cesse les partenaires.

### II) COMMENT ABORDER LE PROBLÈME DE L'EXISTENCE DU PEUPLE BRETON ?

#### A) Des risques d'erreurs de méthode.

1°) Un premier risque est de répondre « oui » ou « non ». En premier lieu, il est dangereux d'affirmer l'existence **éternelle** de l'idée « BRETAGNE », en dehors de toute référence à la réalité.

2°) Il faut bien voir qu'un peuple est une **entité provisoire** sans cesse modifiée et remise en question par ses contradictions internes et ses rapports externes.

EN DÉFINITIVE, L'EXISTENCE D'UN PEUPLE EST AVANT TOUT UN FAIT HISTORIQUE.

#### B) Les 3 questions à examiner :

1°) Le peuple breton a-t-il une existence historique ? L'histoire englobe à la fois le passé et l'avenir. Dans le cas d'un peuple naissant, il est parfois difficile de répondre (ex. : le peuple israélien).

2°) Si oui, à quel stade de son évolution se situe le peuple breton ?

3°) S'il s'agit d'une phase de déclin, la

libération de notre peuple en tant que collectivité nationale est-elle encore nécessaire ou la libération sociale au sein de l'ensemble français suffit-elle ?

### III) L'EXISTENCE HISTORIQUE

#### A) Une nation en formation (Vème - XVème siècle).

Il y a bien eu une certaine homogénéité de civilisation dès le 2ème millénaire avant J.-C., comme en témoignent les vestiges archéologiques. Vers le Vème siècle de notre ère commence à se dégager un embryon de nation, proche de celle définie par Staline : un territoire déterminé, de Fougères à Clisson. Une population aux traditions à dominante celtique et à la langue dominante celtique insulaire; puis dès le Xème siècle, un seuil géographique et social. L'organisation sociale, à l'époque féodale, se distingue cependant de la capétienne (abolition précoce du servage, place différente de la femme, organisation paroissiale originale). Avec des hauts et des bas, se manifeste une volonté d'indépendance par rapport aux pouvoirs capétien et anglais voisins. Cette conscience semble avoir des temps forts au Xème siècle et au XVème siècle. Cette nation en formation exclut la grande majorité des féodaux et du haut-clergé, pro-français. Hormis sa faiblesse militaire, l'État breton d'alors est assez comparable aux grands états voisins.

#### B) Une phase d'inertie apparente (XVIème - XVIIIème siècle).

La différence culturelle des classes populaires, l'activité économique particulière, l'unité de territoire restent intacts. Mais la conscience collective et la volonté politique n'apparaissent que lors des périodes d'exploitation fiscale et seigneuriale accrues. Cette nation avortée du XVIème siècle est à coup sûr un peuple ou, plus exactement, une nationalité. Ses particularités sont alors attaquées par l'intégration des élites au modèle culturel français, de grand rayonnement. Pendant 2 siècles, le dynamisme économique reste presque intact : en 1551 et 1610, 35 % de la monnaie émise dans le royaume, la moitié du trafic maritime, premier exportateur textile.

Au XVIIIème siècle, le protectionnisme du pouvoir central et son impérialisme perdent

des marchés, mais Nantes prend le relai avec le trafic triangulaire et l'industrie apparaît. Les chantiers navals et leurs industries annexes emploient 10.000 ouvriers.

#### C) Le déclin (1850 - 1950).

Tout bascule après 1850 : le commerce maritime n'a pas survécu à l'empire. Les mines et les forges, l'industrie textile périclitent.

Les privilèges accordés à Paris et aux régions voisines (Banque de France, voies ferrées et fluviales) s'ajoutent aux différences apparentes des richesses naturelles et à la logique du profit maximal. La terre et la pierre mobilisent le capital breton, qui s'exporte aussi fréquemment, pour un meilleur rapport. Ce long déclin, aggravé par les guerres, aboutit, logiquement, vers 1950, au désert touristique et à l'utilisation maximale de la réserve de main-d'œuvre à bon marché.

Puis c'est la révolte des années 60, canalisées par les notables, qui marque le premier refus breton massif. Cela oblige l'État à compenser quelque peu les carences des capitalistes. La révolte latente reparait en 1968 et 1972 et obtient d'ultimes concessions, mais c'est le retour au libéralisme économique total, et l'avènement du pouvoir des multinationales. L'espace économique englobe désormais une vaste partie du monde. **BILAN : la nationalité bretonne a bien existé, au point d'accéder presque au niveau de la nation. Depuis, rien ne l'a détruit que la déculturation et l'émigration.** Psychologiquement, l'école, l'armée, les guerres et les « media » ont partiellement substitué la conscience française, non sans refus de minorités dans la minorité. **Toutefois, les 2 consciences, bretonne et française, ont survécu à égalité dans les esprits.** Peuple en déclin donc, mais peuple encore conscient de son unité, même au travers des clichés racistes parisiens. Cette perte de culture et d'autonomie politique subie par le peuple breton se reproduit maintenant au niveau de l'État français à dominante francophone.

**LA RÉALITÉ HISTORIQUE DU PEUPLE BRETON EST DONC INCONTESTABLE !**

## LE PRÉSENT JUSTIFIE-T-IL UN COMBAT POUR LE PEUPLE BRETON ?

### A) L'état actuel du peuple breton.

1) S'il existe encore une conscience collective des Bretons, et un sentiment d'appartenance à un peuple défini, entre autre, par une histoire et une culture, la libération sociale ne suffit pas. Sans libération nationale, il resterait une source de frustration, d'aliénation et d'injustice. Un combat spécifique doit être donc mené au niveau du peuple breton.

2) Si la conscience est diffuse, très atténuée : il peut y avoir néanmoins contradiction entre les intérêts des classes laborieuses du peuple majoritaire dans l'exagone et ceux des autres. Ainsi la priorité au rattrapage économique et social des régions sous-développées risque de ne pas être obtenue, de même qu'aujourd'hui, le mouvement syndical reste incapable de se mobiliser :

- pour l'abolition des zones de salaires.
- pour une création égale des emplois dans tout le territoire.

Aussi — si la conscience bretonne était désormais très faible — il faudrait la faire renaître, pour éviter un socialisme qui oublie ou écrase les minoritaires, quels qu'ils soient. Un regain de conscience bretonne paraît indispensable, dans cette hypothèse, pour refuser :

- l'exode forcé,
- la vocation touristique,
- la désertification,
- le démenagement du territoire.

A notre avis, pour réduire l'injustice économique, sociale et culturelle, l'affirmation de l'existence des différents peuples de l'Hexagone est un puissant moyen d'action, pour ne pas dire le seul.

### 3) Le problème est donc de savoir où l'on en est

La conscience collective des Bretons, attaqués par le centralisme et le capitalisme, est-elle suffisante pour pouvoir se développer plus fortement ?

Cette conscience a-t-elle tendance à progresser ou à reculer ?

Cette double connaissance n'est pas facile à obtenir. Il y a :

- 1 - Les sondages.
- 2 - Notre observation de la société bretonne.
- 3 - L'expérience réalisée par les mouvements culturels et politiques bretons.

#### 1 - Les sondages récents : (cf. « Le Peuple Breton », janv. 76)

- Le sentiment breton :  
Français avant breton : 26 %  
Breton d'abord : 22 %  
Breton et Français également : 50 %  
Non réponse : 2 %

A noter que le « Breton d'abord » obtient 37 % chez les bretonnants, 33 % chez les paysans en général.

- L'évolution de ce sentiment :  
Plus bretons qu'il y a 5 ans : 14 %  
Moins bretons qu'il y a 5 ans : 2 %  
Sans changement : 81 %

Ces 81 % confirment qu'il s'agit d'une conscience profonde et non d'une mode.

Autres éléments : plus de 70 % de la population (chiffre non donné) s'estiment très attaché à leur région, contre moins de 40 % dans les pays de Loire.

Enfin, l'aspiration au « pouvoir régional » est jugée très forte par les sondés.

L'aspiration à l'autonomie ou à l'indépendance concerne 15 % des sondés (mots synonymes dans l'opinion).

Malgré le tabou des mots, cela fait plus du 1/7. On est loin de la minorité infime d'avant la guerre.

— Le taux de sympathie pour les mouvements qui luttent pour la Bretagne : plus de 54 %.

La conscience existe donc bien, avec un noyau dur de 15 %, et près de 80 % de la population touchée, de près ou de loin, par ce sentiment. Miser sur son existence n'est donc pas une erreur.

#### 2 - Notre observation de la société bretonne

— Les visiteurs étrangers à la Bretagne s'affirment frappés par les manifestations d'identité : drapeaux dans les villes, « BZH », inscriptions-dévoilement du type F.L.B.

CETTE ÉVOLUTION PARALLÈLE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT RELATIF ET DE LA PRISE DE CONSCIENCE BRETONNE, SI ELLE SE VÉRIFIE, ASSURE LA RENAISSANCE DU PEUPLE BRETON ET RÉPOND DONC A LA QUESTION POSÉE AU DÉBUT DE NOTRE RÉFLEXION.

J.-J. MONNIER

— On pourrait ajouter des manifestations délirantes lors de certains succès sportifs (« En-Avant », Stade Rennais).

— Réaction d'auto-défense de groupes qui parlent breton pour ne pas être entendus par le flot de touristes.

— Passivité des masses urbaines.

— Échecs et succès de l'action bretonne, politique et culturelle : de 2 à 11 % des voix selon les élections, malgré l'absence de chances au départ pour les candidats de l'U.D.B.

— Teinte bretonne prise par des mouvements sociaux (grèves SICCA, Fougères, etc...), essentiellement en Haute Bretagne (influence CFDT plus fort) et écho social profond de la lutte contre la colonisation intérieure (« Bretagne-colonie », thème populaire).

— L'action bretonne des paysans travailleurs.

— Un certain consensus passif sur les revendications bretonnes. La passivité s'expliquerait surtout par l'absence de résultat prévisible des actions menées.

Retenir l'existence et la relative faiblesse de l'action politique bretonne. C'est aussi un baromètre de la conscience bretonne.

### B) Les perspectives

La conscience bretonne a changé de nature. Elle s'alimente désormais dans la prise de conscience d'une surexploitation des travailleurs et de l'absence de travail sur place.

Ex. : Plozévet : d'abord conscience bigoudène vers 1890-1900 puis conscience bretonne conservatrice (résister aux idées nouvelles) puis conscience bretonne « rouge », contestataire. (Selon E. Morin)

La gravité de la situation augmente l'attachement au pays que l'on habite et que l'on risque d'être obligé de quitter. Parallèlement, l'évolution socio-économique diminue l'attachement à la France. On recherche des modes d'expression, vestimentaires, musicale, artistiques différents de ceux des zones d'exil.

# Les nouvelles luttes bretonnes

## ORIENTATIONS THÉORIQUES

A partir du schéma d'ensemble proposé dans notre avant-projet, nous allons envisager une approche des conflits sociaux en Bretagne.

Un grève, un conflit, une manifestation peuvent en effet être considérés comme des « phénomènes sociaux totaux », au cours desquels, l'ensemble des représentations, des revendications et des aspirations d'une collectivité sociale se trouve mis en jeu, dans un mouvement complexe et dialectique liant la pratique sociale et les conditions de vie actuelles, d'une part au passé du groupe social (c'est-à-dire à ses origines et à son histoire de l'autre à une projection de son insertion dans le futur (lié au devenir de la formation sociale dans laquelle il s'insère).

### A) QUELLE SOLIDARITÉ DE LUTTES ?

Ainsi, il semblerait que les nouvelles luttes bretonnes, contemporaines de la phase du passage au capitalisme monopoliste d'état et du régime gaulliste soient très révélatrices dans leur exemplarité d'un mouvement de fond qui réforme et transforme les structures économiques, sociales et culturelles de la Bretagne; elles témoignent d'un éveil et/ou d'un réveil des conflits sociaux en Bretagne et revêtent une importance et une signification particulière. On y décèle en effet, lors de nombreux conflits, une solidarité de luttes par laquelle ouvriers, paysans et fractions petites bourgeoises (enseignants, employés, artisans) se retrouvent dans le soutien de luttes en apparences spécifiques et catégorielles. C'est ce qu'attestent les multiples « Comités de Soutien » aux grévistes qui foisonnent à l'occasion de chaque lutte, (entre autres lors de la fermeture des forges d'Hennebont, au joint Français, à Pédernec...)

Mais sur quoi se fonde cette solidarité de lutte ? Renverrait-elle, au-delà des modalités

propres à chaque catégorie professionnelle et à chaque groupe social, à une identité d'analyse des causes et des conséquences de la condition économique et sociale des travailleurs bretons confrontés aux problèmes de leur situation dans le mode de production capitaliste dominant, renforcé par les effets de la concentration monopolistique, que ce soit dans les entreprises (soumises aux directives du Plan) aux Champs (le rapport Mansholt et le Plan Vedel, l'intégration dans la C.E.E. ayant comme conséquence — ou but ? — d'encourager les concentrations et les remembrements à la campagne, d'accélérer l'exode rural) ou dans les petits ateliers et commerces menacés de disparition.

Certes, on doit tenir compte du « blocage » politique, les Bretons dans leur majorité « votent bien » et se comportent devant les urnes en citoyens respectueux de l'ordre et des règles du jeu politique établies et codifiées par l'État de la bourgeoisie française. Ils n'en ont que plus l'impression dans leurs conditions de vie objective au niveau de l'économie quotidienne, d'avoir été dupés, bernés, d'être les victimes du compromis politique que les notables locaux ont passé en leur nom avec le gouvernement.

C'est donc dire qu'il existe, chez beaucoup de travailleurs bretons, une dichotomie et un décalage entre leur comportement d'électeurs « sages » et de producteurs « agités ». Bien souvent, il ne s'agit pour beaucoup de grévistes que de s'en prendre à certaines modalités spécifiques de l'entreprise, vécues comme des injustices particulièrement révoltantes (et avant tout de celles qui concernent son existence quotidienne de producteur salariés et exploité) sans faire la liaison avec la structure d'ensemble du système capitaliste qui les détermine, mais qui demeure plutôt vague, faute d'analyse, pour beaucoup de ces travailleurs, n'est donc que rarement remis en cause dans son articulation générale.

### B) COALITION OU ALLIANCE DE CLASSES ?

Cette solidarité de lutte revêt-elle seulement un caractère conjoncturel et fortuit de coalition d'intérêts divers, ou bien renvoie-t-elle à une dimension beaucoup plus profonde, qui serait du type d'une alliance de classes, à travers laquelle prolétariat, paysannerie et certaines couches petites bourgeoises, chacune selon des modalités propres, prendraient conscience d'un même phénomène objectif, à savoir leur intégration et leur soumission aux lois du système politique, économique et social dominant, en l'occurrence le capitalisme monopoliste d'État en France, contre quoi convergeraient leurs diverses luttes ?

Cette problématique nous fait poser une autre question sous-jacente : s'il y a alliance de classes, quelles en sont les forces marchantes, quel groupe social en assure la direction, quels peuvent être à terme les objectifs économiques et les perspectives politiques d'un tel mouvement ?

S'agirait-il conformément aux conceptions et à la pratique du C.E.L.I.B. d'une coalition interclassiste, sous l'hégémonie de la bourgeoisie bretonne dont l'action consisterait essentiellement en interventions visant à faire pression sur les pouvoirs parisiens, technocrates gouvernementaux et managers capitalistes en vue d'obtenir un « aménagement » de la Bretagne compatible avec les options du Plan et plus favorables aux « intérêts économiques de la Bretagne » (mais ces intérêts économiques ne sont-ils pas précisément ceux de la bourgeoisie bretonne qui réclamerait à son homologue française une répartition plus favorable des profits réalisés à partir de la valeur produite par — et de la plus value collectée sur — les travailleurs bretons ?

Ou bien au contraire assistons-nous, comme le pensent les organisations syndicales et politiques à l'avant-garde des luttes des masses de Bretagne, à la formation d'un puissant mouvement populaire, animé par des leaders militants forgés dans les conflits, dans lequel la solidarité de luttes refléterait au niveau objectif une analyse commune des causes et des conséquences de la situation des travailleurs bretons. L'alliance de classes pourrait dans ce cas être comprise comme une sorte de « bloc historique » en un pôle regroupant autour de la classe ouvrière tous les groupes sociaux victimes de la domination du capitalisme français, mouvement dirigé par les

organisations de classes et de lutte que se sont données ces diverses catégories. C'est ainsi par exemple, qu'on pourrait interpréter les mouvements de masse suscités par l'inter-syndicale CGT, CFDT, FEN, CDJA, MODEF lors des campagnes « l'ouest veut vivre » en 1968, (rejoints parfois par le CIDUNATI, puis le CDCA) à l'occasion de mouvement de solidarité à diverses luttes, dans les campagnes de lutte régionale.

### C) APPARITION D'UNE CONSCIENCE COLLECTIVE

Par-delà les analyses et réactions propres aux diverses classes en présence, luttant chacune selon des modalités particulières renvoyant à leur insertion économique-sociale spécifique, se fait jour, bien que de façon diffuse, parfois partielle, avec de nombreuses variantes voire des divergences allant jusqu'à l'antagonisme, une analyse commune d'un phénomène unique : la domination par le capitalisme monopoliste d'État français de la formation sociale bretonne.

Évidemment comme on l'a vu plus haut, les conséquences et les directives d'action qu'en tirent la bourgeoisie bretonne d'une part, les leaders syndicalistes bretons de l'autre sont tout à fait opposées et tendent à s'affronter de façon irréductible, dans la praxis comme dans l'idéologie = pour la première, il s'agit de circonscrire le problème breton dans le cadre régional (c'est-à-dire celui — amputé au passage de la Loire-Atlantique où la classe ouvrière est particulièrement formée et combative — d'une région d'application de programme du Plan capitaliste français) afin de permettre une meilleure répartition des pouvoirs entre capitalistes français et bretons, explicitement à travers une meilleure exploitation des richesses économiques des richesses économiques (et implicitement sociales) de la Bretagne, (et si besoin est, on fera appel aux CRS du gouvernement français contre les travailleurs bretons !)

Pour les autres, c'est-à-dire les confédérations syndicales, les organisations agricoles et les partis de gauche (PCF, PS, PSU, et UDB) avec certes des nuances parfois profondes, il s'agit en conséquence de mettre fin à l'exploitation des travailleurs bretons, « doublement exploités en tant que Bretons et en tant que prolétaires », comme disait l'instituteur communiste Yann SOHIER, c'est-à-dire de mener une lutte anti-capitaliste jusqu'à la

réalisation du socialisme en Bretagne. Encore que, tant sur la conception de la Bretagne (peuple colonisé ou région sous-développée, entité culturelle...) que sur celle du socialisme (réformiste ou révolutionnaire, centralisé ou autogestionnaire) bien des nuances les séparent.

Malgré tout, ces conceptions contradictoires reflètent toute une certaine sensibilité, une espérance de la base, c'est-à-dire des masses laborieuses de Bretagne, qu'elles tentent de canaliser, parfois de récupérer ou de confisquer, une question qui jaillit de toutes les luttes du peuple breton, symbolisée par la réconciliation du Gwen Ha Du et du Drapeau Rouge dans tous les conflits récents, d'Hennebont au joint Français, de Brest CSF à Pédernec : Quel socialisme pour la Bretagne et quelle Bretagne pour le socialisme ?

Marc ROGER

## Culture, colonialisme et lutte de libération nationale

Il est très significatif que chaque fois qu'un pouvoir oppressif s'instaure dans un pays et sur un peuple, c'est presque immédiatement le secteur culturel qui subit une répression sans nuance : qu'on se souvienne de Goebbels, qui déclarait : « Quand j'entends parler de culture, je sors mon pistolet. », ou bien qu'on songe à l'hystérie des soldats japonais détruisant des bibliothèques entières pendant l'occupation militaire de la Corée. Sans doute la valeur de la culture comme facteur de résistance à toute domination, est-elle à ce point perçue par un pouvoir, et plus particulièrement un pouvoir colonialiste, que son premier souci est d'annihiler toute manifestation de cette culture. L'histoire regorge d'exemples de peuples vaincus et soumis militairement. Mais une domination étrangère, pour être efficace, se doit de maintenir une pression constante et continue sur les activités culturelles du peuple colonisé, tant il est vrai que dominer un peuple, c'est paralyser sa vie culturelle en la supprimant, ou en la faisant parodier par ceux-là même qui en sont les détenteurs.

De façon générale, dans le cas d'une domination impérialiste, il existe deux attitudes en face d'un peuple qui a été vaincu : ou le faire disparaître totalement sur le plan physique (par exemple les Juifs, les Manouches, les Indiens d'Amérique du Nord, les Indiens Caraïbes), ou bien s'imposer sur le plan économique et politique, tout en essayant de préserver la vie culturelle des peuples dominés (on pense ici au système colonial britannique). Il existe une troisième solution, qui consiste à nier l'existence du peuple qui a été soumis. On retrouve ici l'attitude du gouvernement français, pour qui la spécificité des peuples colonisés n'existe pas.

Si la culture est le résultat toujours provisoire et toujours plus ou moins conscient d'une situation politique et économique donnée, elle est aussi l'expression d'un système de relations entre l'homme et la nature d'une

part, et d'autre part entre les individus, les groupes d'individus, et les classes sociales. La culture est aussi le résultat de l'histoire d'un peuple, mais elle détermine encore cette histoire, par l'influence qu'elle peut exercer sur l'évolution des rapports entre l'homme et son milieu, et entre les hommes ou les groupes humains au sein d'une société. Le fait culturel en Bretagne, dans sa position actuelle, révèle ainsi une situation de classe, puisque la civilisation bretonne (langue, musique, danse, entre autres) est aujourd'hui le patrimoine des classes paysannes, ouvrières, et des pêcheurs, essentiellement, alors que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie dans son ensemble, bien que de souche bretonnante et populaire, ont opté pour les valeurs culturelles de la classe dominante, la bourgeoisie française. Cette situation a déterminé de manière très forte l'évolution culturelle du peuple breton, puisque l'échelle des valeurs imposée par la bourgeoisie française, avec la collaboration de la bourgeoisie bretonne et par des pressions d'ordre socio-économique, passait par une autre langue que la langue du peuple, c'est-à-dire le breton.

Ainsi, comme l'histoire, la culture a pour base matérielle le niveau des forces productives et le mode de production. Elle s'enracine dans la réalité matérielle du milieu où elle se développe, et reflète la nature organique de la société. La culture permet donc de connaître quelles ont été, à chaque étape de l'évolution d'une société, les conflits et les solutions à ces conflits. Il est donc nécessaire pour la domination impérialiste de nier l'évolution historique du peuple colonisé, qui est d'abord la négation de son évolution culturelle. Le pouvoir impérialiste fige l'évolution historique et culturelle du peuple dominé en un cliché immuable, qui désamorce les dangers d'une évolution qui pourrait être contraire à ses intérêts. C'est pour quoi, par exemple, le gouvernement français encourage les manifestations culturelles qui correspondent à une image intemporelle du peuple breton : les mass-média se font volontiers l'écho des

« battages à l'ancienne », des « défilés folkloriques », des livres décrivant (en idéalisant la vie de la société bretonne d'autrefois (et dont les auteurs sont les Jakez Hélias, De Parades et autres Yann Brekilien). Le vocabulaire lui-même est choisi : il est moins dangereux d'affirmer que la Bretagne est un « terroir », une « région », qu'un peuple; que la langue bretonne (dont le gouvernement refuse l'existence en tant que langue) est assimilée aux « doux parlers de nos grand'mères » (cf. Georges Pompidou), ailleurs, on fait l'amalgame avec les patois parlés autrefois dans les campagnes françaises. Autrement dit, le problème breton n'existe plus, puisque la Bretagne, c'est du passé.

Pourtant, les mouvements de prise de conscience d'une situation coloniale sont généralement précédés par un accroissement des manifestations culturelles, qui sont progressivement une tentative — positive ou négative — de l'affirmation de la personnalité culturelle du peuple dominé, qui s'oppose implicitement à la culture du pouvoir. Quelles que soient les conditions de dépendance et d'assujettissement économique et politique d'un peuple, c'est généralement dans le fait culturel que se développent les embryons d'une prise de conscience et d'une contestation, débouchant peu à peu, au gré des circonstances, sur une exigence fondamentale de plus en plus affirmée : celle d'avoir sa propre histoire, et d'en être le maître.

Si la domination impérialiste a pour nécessité vitale d'organiser une oppression culturelle, les diverses formes que peut prendre une lutte de libération nationale seront nécessairement des actes éminemment culturels.

L'expérience de la domination coloniale en Extrême-Orient et en Afrique prouve que la puissance colonialiste tente de perpétuer son exploitation sur les peuples dominés non seulement en mettant en place un système de répression de la vie culturelle des peuples colonisés, mais encore en suscitant et en développant un processus d'aliénation culturelle. En Bretagne, les effets de la première méthode se font sentir par la négative, puisque la répression culturelle se manifeste entre autres par le refus du gouvernement français de mettre en place les conditions d'un épanouissement culturel du peuple breton ne serait-ce qu'au niveau de l'enseignement de l'histoire et de la langue bretonne. La deuxième méthode, celle de l'aliénation culturelle fait du Breton un étranger au sein de son propre

peuple. Ce qui crée bientôt un fossé culturel et psychologique entre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie et les masses populaires. Résultat de ce phénomène de division de classe au niveau culturel et linguistique, il arrive qu'une partie importante du peuple, notamment la petite bourgeoisie, assimile la mentalité du colonisateur et se considère comme culturellement supérieure au peuple auquel elle appartient et dont elle ignore ou méprise les valeurs culturelles. En Bretagne, le rôle de l'armée française a joué et joue encore un rôle important dans ce phénomène de déculturation et d'acquisition de la mentalité du colonisateur. Cette situation d'aliénation culturelle se cristallise au fur et à mesure qu'augmentent les privilèges sociaux des groupes assimilés et aliénés. Conscient de cette réalité, le colonialisme, qui réprime directement, par divers moyens, les manifestations, culturelles significatives des masses populaires (cf. les difficultés préfectorales pour donner l'autorisation d'organiser certains spectacles de Stivell ou des représentations du « Printemps des Bonnets Rouges » en Bretagne) appuie et protège le prestige et l'influence culturelle des groupes sociaux privilégiés. On ne peut s'empêcher de penser à l'exemple célèbre de Jakez Hélias et du succès qui lui est réservé par les classes dominantes ou culturellement aliénées. Son livre renforce l'idée que la Bretagne, c'est du passé, niant par là toute possibilité d'évolution de la culture bretonne.

Pourtant, quelle que soit la complexité d'une situation culturelle de base, il convient d'être capable d'y distinguer l'essentiel du secondaire, le positif du négatif, le progressiste du réactionnaire pour caractériser, dans le cadre d'une lutte de libération nationale, ce qui peu à peu, devient la définition d'une culture nationale. La nécessité de procéder à une analyse sélective des valeurs de la culture dans un processus de prise de conscience généralisée d'une situation coloniale, doit être une première étape, si l'on pense qu'un mouvement de libération nationale se situe sur le plan d'une libération totale des forces productives et de la construction du progrès économique, social et culturel du peuple colonisé. Dans cette perspective, un mouvement de libération doit être capable, au-delà de l'analyse, d'effectuer lentement mais sûrement, au cours du développement de son action politique, la confluence des niveaux de culture des diverses catégories sociales disponibles pour la lutte, et de les transformer en une force culturelle nationale qui servira de base au développement et à l'élargissement de la lutte politique.

Un fait remarquable est à noter dans l'histoire des peuples colonisés et dans leur évolution, c'est la résistance culturelle tenace que l'on observe chez ces peuples, après plusieurs siècles parfois de dépendance économique et politique. D'autre part, cette résistance culturelle est d'une grande efficacité pour ces mêmes masses qui, soumises à la domination politique et économique, retrouvent dans leur propre culture le seul rempart susceptible de préserver leur identité. C'est pourquoi, d'une façon générale, le problème du « retour aux sources » et de la « renaissance culturelle » ne se pose pas pour les masses populaires : elles sont fondamentalement porteuses de leur culture propre, et en même temps, la seule entité vraiment capable de préserver et de créer la culture, de faire l'histoire.

Ce n'est donc pas par hasard que pour ce qui concerne la Bretagne, les théories ou les mouvements tels que le « panceltisme », qui sont des expressions pertinentes du « retour aux sources », sont conçus dans des espaces culturels distincts de ceux de la lutte des classes. C'est le résultat d'un sentiment ou d'un complexe de frustration de la part d'une petite bourgeoisie qui au départ, a aspiré à l'accession à une échelle de valeurs et à un mode de vie semblable ou identique à celui de la bourgeoisie française, en se coupant de la culture des masses populaires dont elle est issue. Cette tentative ayant échoué, il en ressort une marginalisation par rapport à l'idéologie de la bourgeoisie française, qui se traduit bientôt par la recherche d'une identité et d'un « retour aux sources ».

Mais le « retour aux sources » n'est ni ne peut être en lui-même, un acte de lutte contre une situation de dépendance coloniale, et ne signifie pas non plus un retour aux traditions. Par cette attitude, la petite bourgeoisie s'oppose à la toute puissance de la culture de la puissance dominatrice, et s'identifie à celle des masses dominées, pour résoudre le conflit socio-culturel dans lequel elle se débat, à la recherche d'une identité. La contradiction entre société colonisée et puissance colonialiste implique donc une réponse, la seule réponse viable, qui est le « retour aux sources ». C'est la seule réponse concrète à une nécessité impérieuse, déterminée par la contradiction qui oppose les masses populaires exploitées à la classe dominante étrangère ou assimilée exploiteuse. Par rapport à cette contradiction, au fur et à mesure que se développe la lutte politique, chaque couche sociale est obligée

de définir sa position. Le « retour aux sources » n'est conséquent que s'il implique une identification totale et définitive avec les aspirations des masses populaires, dont le patrimoine culturel constitue un élément — parfois le seul — de résistance contre la toute puissance de la dépendance coloniale. Autrement, le « retour aux sources » n'est autre chose qu'une solution visant à des avantages temporaires, une expression d'opportunisme politique de la part de la petite bourgeoisie.

Pour conclure, il est possible d'affirmer que la culture dans un contexte de domination coloniale, ne saurait être une méthode de mobilisation de groupe contre le système de colonisation. La culture, c'est bien plus que cela. C'est en effet une possibilité de connaître très concrètement la réalité, et sur cette connaissance se fonde le choix, la structuration et le développement des méthodes les plus efficaces pour la lutte politique. Pour un mouvement de libération, il y a nécessité de donner priorité aux caractéristiques générales de masse de la culture de la société dominée, mais aussi à celles de chaque catégorie sociale. Bien qu'elle ait un caractère de masse, la culture du peuple colonisé n'est pas uniforme, et elle ne se développe pas également dans tous les secteurs de la société. C'est au mouvement de libération qu'il revient d'opérer la confluence des valeurs suscitées dans chaque groupe social, dans chaque région, par la culture populaire, dans le cadre d'une nouvelle dimension, dont le concept naît au cours de la lutte, la dimension nationale et internationale de cette culture populaire.

René ABALÉA

---

" MEIN-HARZ " est édité par l'U.D.B. — B.P.304 — 29273 BREST CÉDEX

Imprimerie du Marin, Le Gulliviec

---

Dépôt légal : 4ème trimestre 1976

## BULLETIN D'ADHÉSION

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

A ..... le ..... 197..... Signature

ADRESSEZ CE BULLETIN (DÉCOUPÉ OU RECOPIÉ) A :  
U.D.B. B.P. 304 — 29273 BREST CÉDEX